

Cuba : une politique anachronique et cruelle

Il y a un demi-siècle déjà que le gouvernement des États-Unis impose un terrible blocus à la révolution cubaine. Décidé en pleine guerre froide par John F. Kennedy avec le but de faire tomber le gouvernement de Fidel Castro qui avait osé nationaliser en 1960 les propriétés étasuniennes – hôtels, compagnies aériennes, les centres sucriers, la compagnie Texaco –, cet acte de guerre apparaît comme quelque chose d'anachronique et injuste.

En 1961, les États-Unis rompent leurs relations avec Cuba et soutiennent la tentative d'invasion de l'île par des groupes contre-révolutionnaires. Le sous-secrétaire d'État Lester Mallory donne le ton dans un mémorandum d'avril 1960 qui reconnaît le soutien populaire à la révolution et propose comme seul moyen pour le faire tomber de « provoquer la déception et le découragement par l'insatisfaction économique et la pénurie ». Il propose d'utiliser « tous les moyens possibles pour affaiblir la vie économique en ôtant à Cuba argent et approvisionnements afin de réduire les salaires (et) provoquer la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement ».

En 1962, Washington obtient de la part de la quasi-totalité des gouvernements latino-américains inféodés à Washington le vote de deux résolutions à l'Organisation des États américains (OEA), l'une qui déclare l'incompatibilité du marxisme-léninisme avec le système panaméricain, instrument de la Doctrine Monroe, et l'autre qui exclut le gouvernement révolutionnaire cubain de l'OEA. Depuis, ce blocus, appelé pudiquement « embargo », va être renforcé par des lois successives, les plus récentes étant la Loi Torrecelli qui introduit l'application extra territoriale du blocus et interdit aux filiales des entreprises étasuniennes implantées dans des pays tiers toute relation avec l'île ; et en 1996, la loi Helms-Burton qui internationalise le blocus en sanctionnant les entreprises du monde qui « trafiquent » avec Cuba et limite les prérogatives des présidents américains lesquels ne peuvent plus modifier ou lever le blocus sans l'accord du Congrès. Tous ces obstacles posés par l'impérialisme étasunien n'ont pas réussi, jusqu'ici, à faire plier le peuple cubain qui reste debout face à la première puissance mondiale. Une telle politique, une guerre non déclarée, qui a montré que son inefficacité, suscite aujourd'hui le rejet de la majorité des pays.

Comme chaque année depuis 22 ans, le 29 octobre dernier, le gouvernement cubain a soumis au vote de l'Assemblée générale de l'ONU une résolution qui demande la condamnation du blocus. Une nouvelle fois Cuba a obtenu un vote massif des représentants des nations du monde : 188 pays ont voté en faveur de cette résolution. Les États-Unis et Israël ont été encore les seuls à voter contre, deux pays bien connus pour leur manque de respect du multilatéra-

lisme et leur attachement au recours à la force.

Bruno Rodriguez, ministre des Relations extérieures de Cuba, dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, a souligné « l'inertie d'une vieille politique, obsolète propre à la confrontation bipolaire, malade et inacceptable du point de vue de l'éthique ». En effet, l'agression que Cuba subit depuis un demi-siècle est la continuation d'une politique pensée lors de la guerre froide, or, le monde a changé depuis : l'affrontement Est-Ouest est loin derrière et le continent américain n'est plus l'arrière cour des États-Unis. L'ensemble des pays latino-américains, et pas seulement ceux gouvernés par les forces progressistes, entretiennent des relations de coopération avec Cuba et lui ont accordé la place qui est la sienne en lui confiant la présidence de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes.

Le blocus exercé contre Cuba, violation flagrante des droits de l'Homme, a un coût difficile à supporter pour n'importe quel pays : 1157 milliards de dollars. Rien que du point de vue du manque à gagner pour le commerce extérieur : il était de 2,4 milliards en avril 2013 et représente 78% des revenus de l'île. Le blocus non seulement renchérit le coût du transport de ses exportations et importations, mais il empêche aussi Cuba d'avoir accès au crédit et aux financements dans des conditions normales pour n'importe quel État. Le pire est sans doute le coût humain : impossibilité d'avoir accès aux progrès techniques et scientifiques qui permettraient au système de santé cubain de soigner certains maladies avec moins de souffrances pour les malades. Et Cuba se voit du même coup refuser d'apporter ses progrès bien connus en matière de pharmaceutique et génie génétique.

Politique anachronique et criminelle, le blocus contre Cuba montre avant tout l'hypocrisie d'une puissance qui n'a jamais pardonné la gifle qu'un petit pays lui a infligé en faisant le choix de l'indépendance au même temps que le choix du socialisme. Washington n'a pas non plus renoncé à faire de Cuba un exemple des peuples qu'on punit en les saignant, à défaut de pouvoir faire partout comme au Chili d'Allende.

En Europe, les forces progressistes peuvent contribuer à mettre fin avec cette situation en exigeant l'annulation de la « Position commune » adoptée en 1996 par l'UE, qui conditionne toutes relations de coopération avec l'île à un changement de régime. Cette position est la contribution soumise des États européens à une politique condamnable, ce qui est en pleine contradiction avec le vote européen à l'ONU.